



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

V v E n

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale de la Protection
des Populations
Service protection de l'environnement

Valence, le 22 AVR. 2015

Affaire suivie par : E.VIGNARD
et UT DREAL : Elodie MOUROUX

Tél. : 04-26-52-22-08
Fax : 04-26-52-21-62
Courriel : ddpp@drome.gouv.fr

**ARRÊTÉ PREFECTORAL N° —
portant mise en demeure
au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

à l'encontre de la société UCAB à Crest

**Le Préfet de la Drôme
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 février 2010 relatif à la prévention des risques accidentels présentés par certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2260 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1752 délivré le 26 mai 1994 à la société UCAB sise à Crest, relatif à l'extension de l'activité de fabrication d'aliments pour bétail ;

Vu le rapport et les propositions en date du 10 avril 2015 de l'Inspection de l'environnement de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement RHONE-ALPES ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 10 avril 2015, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que, lors de la visite du 7 avril 2015, l'inspection a constaté un taux d'empoussièrement des installations encore important notamment au niveau du broyeur et dans certaines parties de la tour de manutention, que les charpentes sont encore notablement empoussiérées et qu'au niveau du broyeur, la situation s'est même dégradée par rapport à l'inspection du 24 février 2015 ;

Considérant que le nettoyage des charpentes, prévu initialement pour mi-mars 2015 par une entreprise spécialisée pour lequel l'exploitant s'était engagé, n'a pas été réalisé (structures toujours empoussiérées et toiles de poussières encore présentes) ;

Considérant le risque d'incendie et d'explosion lié à la présence importante de poussières organiques ;

Considérant le courrier-mail du 14 avril 2015 de l'exploitant et celui en réponse de l'inspection de l'environnement du 17 avril 2015 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme,

A R R E T E

Article 1er :

La société **UCAB**, sise à Crest, est mise en demeure de respecter, **sous 2 semaines**, à compter de la notification du présent arrêté, l'article 15 de l'arrêté du 18 février 2010 relatif à la prévention des risques accidentels présentés par certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2260 en débarrassant régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements de toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

Article 2 :

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de GRENOBLE, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 3 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme et Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée des installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de Crest,
- Monsieur le Directeur de la société UCAB à Crest.

Valence, le 22 AVR. 2015
Le Préfet,

2 Le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Etienne DESPLANQUES